

LA REVOLUTION LATINO- AMERICAINE

L' ACHARNEMENT avec lequel le gouvernement américain cherche à étouffer la révolution cubaine, le ralliement des gouvernements latino-américains à l'action impérialiste contre Cuba ne peuvent pas être compris seulement en termes de stratégie militaire, de diplomatie internationale, de guerre froide. Ce que Kennedy et l'Organisation des Etats Américains (OEA) veulent atteindre c'est la Révolution Latino-Américaine, dont Cuba est le foyer et le centre de rayonnement.

P ARALELLEMENT, à l'encerclement de Cuba, à l'aide militaire aux pays menacés par la « subversion castriste » (Venezuela, Nicaragua, Guatemala, etc.) et à l'intervention plus ou moins ouverte (République Dominicaine), l'impérialisme cherche à neutraliser le mouvement des masses affamées, par l'amplification de leur aide économique et par l'encouragement à la réalisation de quelques réformes en Amérique Latine. Cette nouvelle stratégie « néo-impérialiste » (à rapprocher du néocolonialisme en Afrique) est cependant vouée à l'échec pour deux séries de raisons :

1) La plupart des gouvernements latino-américains sont entre les mains de dictatures corrompues (Ydigoras Fuentes au Guatemala, Stroessner au Paraguay, Somoza au Nicaragua, Duvallier au Haïti), ou d'oligarchies agraires ultra-conservatrices sous une façade « démocratique » (Rép. Dominicaine, Argentine, A. Centrale, etc.), qui se refusent à envisager des changements, même minimes, du statu-

quo. L'aide économique des U. S. A. est absorbée par les couches dominantes, par la bureaucratie corrompue, par l'armée (comme en Corée, Laos, Sud-Vietnam, etc.).

L' « ALLIANCE POUR LE PROGRES »

2) « Réformer » les structures en Amérique Latine sans toucher aux latifondias, aux trusts américains ou à ses « associés » nationaux ne peut être qu'une immense farce destinée à tromper les masses ; l'échec des gouvernements capitalistes pseudo-progressistes (Frondizi, Bettancourt, etc.), patronnés par Washington, montre qu'aucune mesure de replatrage qui laisse intacte le « système » ne peut plus mystifier les ouvriers et paysans latino-américains, dont les exigences impérieuses ne peuvent être satisfaites que par le renversement de l'exploitation capitaliste et impérialiste.

En conclusion : l'aide économique et militaire des U. S. A. peut encore ajourner quelque peu l'écroulement du régime en Amérique Latine ; elle ne peut pas, à la longue, endiguer l'avance révolutionnaire au sud du Rio Grande.

L' « Alliance pour le progrès », derrière sa façade « progressiste », est une nouvelle Sainte Alliance, conclue entre l'impérialisme américain et ses alliés : les bourgeois et latifondiaires d'Amérique Latine contre Cuba et contre la menace croissante de la Révolution Socialiste.

**L'U.R.S.S. ET LE P. C. D'AMERIQUE
LATINE**

AUCUN gouvernement révolutionnaire ne pourrait se maintenir en Amérique Latine, face à l'impérialisme chaque jour plus désespéré et agressif, sans la protection des armes soviétiques. «Neutraliser» Cuba, dans le contexte actuel, signifie concrètement le suicide ou la capitulation...

Cependant, la politique de l'U.R.S.S. pour l'Amérique Latine (et celle de la plupart des partis communistes de cette région) n'est pas dirigée vers le développement de la révolution socialiste. La direction soviétique reprend, à propos des pays sous-développés tous les thèmes du menchevisme Russe avant 1917 : ces pays ne sont pas mûrs pour le socialisme, ils le seront seulement quand l'industrialisation sera plus poussée, la classe ouvrière plus nombreuse ; par conséquent, les partis communistes des pays semi-coloniaux ne doivent pas « se laisser aller à propager inopportunément des slogans socialistes » (Cf Kommunist, n. 13).

La politique des partis communistes latino-américains est fondée sur l'idée de la révolution par étapes : l'étape actuelle est démocratique nationale ; il faut donc s'allier avec la bourgeoisie nationale contre l'oligarchie semi-féodale et contre l'impérialisme, pour réaliser des réformes démocratiques, pour industrialiser le pays, pour accomplir la libération nationale.

Or, la bourgeoisie urbaine, l'oligarchie agraire et l'impérialisme forment en Amérique Latine un bloc solidaire, malgré quelques frictions internes, et cette solidarité se fonde économiquement et socialement sur :

1) L'association étroite entre bourgeoisie industrielle et aristocratie agraire : mêmes banques, mêmes sociétés financières, mêmes familles ; les bourgeois investissent dans la campagne et les latifondiaires dans l'industrie,

2) L'association entre la grande bourgeoisie et les capitaux américains ; presque toutes les grandes entreprises industrielles en Amérique Latine sont liées, financées, associées, ou simplement subordonnées à des monopoles impérialistes.

Ce bloc est encore plus consolidé par l'agitation menaçante des masses ; face au «danger castriste», latifondiaires et industriels, dictateurs et « démocrates », impérialistes et «nationalistes» oublient leurs divergences et s'unissent en défense de l' « Ordre ».

La « bourgeoisie nationale progressiste » qui ferait une réforme agraire et lutterait contre l'impérialisme, est un mythe ; la Révolution Cubaine le montre, et Castro l'a maintes fois répété : les ouvriers, les paysans, certaines couches moyennes (étudiants, intellectuels, etc.), sont les seules forces révolutionnaires en Amérique Latine. Le raisonnement politique qui attend une « Révolution bourgeoise » dans ce continent, comme préalable au socialisme, a 200 ans de retard. La révolution en Amérique Latine sera socialiste ou ne sera pas.

La classe sociale potentiellement la plus révolutionnaire est la paysannerie, surtout le prolétariat agraire, chaque jour plus nombreux à cause de la pénétration du capitalisme dans la campagne, et qui « n'a rien à perdre, sinon ses chaînes ». Les grands sursauts révolutionnaires en Amérique Latine dans le passé (Zapata, Sandino) et dans le présent (Cuba) ont été l'oeuvre de paysans en armes ; les Liges paysannes au Brésil, les guérillas paysannes au Pérou, Colombie, etc., la pénétration socialiste et communiste dans la campagne du Chili, sont des indices clairs de la radicalisation croissante des masses paysannes dans les dernières années.

Cependant, même si la révolution devrait commencer dans les campagnes, ce qui n'est pas sûr, surtout dans les pays relativement urbanisés (Brésil, Argentine, Chili), son triomphe ne pourrait être assuré que par la jonction avec le prolétariat urbain ; or, les ouvriers industriels constituent une couche sociale relativement « aisée » face à la misère noire des paysans, et leur attitude varie selon les régions et les professions : « rouge » à Recife, Caracas, Santiago, dans les mines et la métallurgie, réformiste dans d'autres régions et surtout là où les compagnies impérialistes payent des salaires plus élevés et créent des syndicats jaunes.

LES FORCES REVOLUTIONNAIRES EN AMERIQUE LATINE

Cependant, le fait fondamental est que chaque jour les luttes ouvrières et paysannes se radicalisent, et chaque jour l'issue révolutionnaire apparaît comme la seule possible en Amérique Latine. C'est à ce

moment-là que se fait sentir cruellement le manque d'une direction révolutionnaire, capable de cristalliser la prise de conscience et de conduire les masses à la conquête du pouvoir. Heureusement, la révolution cubaine a fortement ébranlé les organisations traditionnelles et on voit se constituer à l'intérieur des partis communistes, des partis socialistes de gauche (Argentine, Chili, Brésil) et même des partis « populistes » (Péronisme, Parti Révolutionnaire Institutionnel du Mexique, Mouvement Libéral Révolutionnaire de Colombie, Union Républicaine Démocratique du Venezuela, Parti Travailleiste du Brésil), des groupes, tendances, fractions «castristes», qui cherchent une voie révolutionnaire. Dans certains pays, les tendances révolutionnaires à l'intérieur des partis traditionnels entrent en contact, se réunissent autour d'un organe (journal, revue) commun, comme par exemple la revue «Politique Ouvrière» au Brésil.

Quand l'opportunisme des directions est trop manifeste, il se produit une scission et la

formation d'un groupe indépendant : au Brésil, l'aile gauche du P. C. constitue un nouveau parti communiste, de tendance « chinoise »; au Venezuela, la gauche de l'Action Démocratique (parti de Bettancourt) forme le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) ; au Pérou, l'APRA rebelle se détache de l'APRA de Haya de la Torre, inféodé au Département d'Etat américain.

Ainsi, à l'intérieur et à l'extérieur des organisations populaires traditionnelles d'Amérique Latine se dégage la future direction révolutionnaire dont la tâche fondamentale sera d'établir une alliance révolutionnaire entre ouvriers et paysans.

La Révolution Socialiste est à l'ordre du jour en Amérique Latine. Aucune Sainte Alliance réactionnaire, aucun replâtrage capitaliste, aucune « réforme » démagogique ne pourront contenir le mouvement des masses latino-américaines vers leur émancipation.

Cartos BOTH



Sorbonne action

N° 2 - 3

Janvier - Février 1963

Page 4